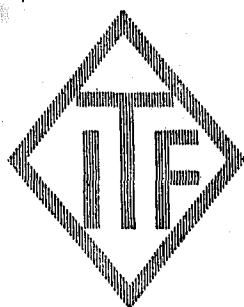


# FASCISME

ORGANE DE LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES OUVRIERS DU TRANSPORT  
PARAIT TOUTS LES QUINZE JOURS EN FRANÇAIS, ALLEMAND, ANGLAIS, SUÉDOIS, ESPAGNOL ET  
HOLLANDAIS ET EN PARTIE EN ESPÉRANTO. LE PRIX DE L'ABONNEMENT EST DE FL. 4.- PAR AN (ET  
DE FL. 2.- POUR LES MEMBRES DES ORGANISATIONS ADHÉRENTES À L'I.T.F. ET AUTRES ORGANISA-  
TIONS OUVRIÈRES). S'ADRESSER POUR LES ABONNEMENTS: VONDELSTRAAT 61, AMSTERDAM, WEST

N°15 #)  
6ème année

Amsterdam, le 23 juillet 1938.



## Dantzig

(I.T.F.) Le journal zurichois "Volksrecht" écrit: "Le Dr. Burckhardt, le

Commissaire suisse de la Société des Nations à Dantzig.... ferme héroïquement les yeux devant toute la terreur et les cruautés des Nazis, permet sans broncher violence sur violence, encaisse des appointements honteusement élevés et se laisse par surcroît célébrer et décorer par les Nazis. Il y a quelques jours, Greiser, un gros bonnet des Nazis à Dantzig, une brute réputée, a décerné à Monsieur Burckhardt la croix de mérite de 1ère et de 2ème classe ainsi que la grande médaille d'honneur de la Croix rouge de la ville de Dantzig qu'il s'est méritées pour avoir permis les pratiques de la soldatesque brune, auxquelles ce Commissaire spécial de la S.d.N. laisse libre cours.

A présent, les catholiques suisses même bougent. Nous lisons dans le quotidien catholique conservateur de Zurich entre autres: "Cette distinction a fait une impression curieuse dans les milieux catholiques dantziçois. La Société des Nations de Genève, n'a-t-elle pas, en effet, assisté complètement passive à l'oppression et l'assujétissement des minorités de la Ville libre, notamment des catholiques?" C'est une situation étrange que l'opinion publique européenne ne soit renseignée sur l'existence d'un Commissaire de la Société des Nations dans la "Ville Libre" assujétie qu'à l'occasion de distinctions qui lui sont conférées par les nationaux-socialistes. C'est là une honte pour la Suisse."

Pas uniquement pour la Suisse. La Société des Nations a chargé les ministres des Affaires étrangères de Grande-Bretagne, de France et de Suède, d'exercer un contrôle sur l'Etat libre de Dantzig. Aucun d'entre eux n'est intervenu lorsque le Commissaire a, qui a été confiée la protection des opprimés de Dantzig, se laissa décorer par les assassins du cheminot Hans Wiechmann.

## L'Allemagne empêche l'émigration d'ouvriers et d'employés.

(I.T.F.) La liberté de mouvement des ouvriers et employés allemands a encore été limitée davantage. Depuis la

mi-juin, les ouvriers et employés ne peuvent obtenir de passeport qu'avec l'autorisation du Bureau de placement compétent. L'autorité policière entrant en ligne de compte, s'enquiert au moyen d'une formule imprimée auprès du Bureau de placement pour savoir si des objections existent contre la délivrance d'un passeport. Celui qui travaille dans une profession ayant un lien direct ou indirect avec les industries de guerre ne peut plus guère compter obtenir un passeport. Les domestiques et steno-dactylo n'obtiennent de passeport que dans des cas exceptionnels.

Tous les membres des organes du parti nazi doivent en outre présenter comme jusqu'à présent un permis de congé à l'étranger et tous les conscrits un permis de l'autorité militaire compétente.

L'émigration de main-d'œuvre spécialisée non-aryenne et juive a en outre été rendue plus difficile. De nombreux commerçants, employés et universitaires juifs ont, en vue de l'émigration, appris un métier manuel, la plupart du temps celui de métallurgiste. A présent on leur refuse le passeport et les bureaux de placement les contraignent à travailler dans de petites entreprises civiles et ces derniers temps même dans des entreprises moyennes de l'industrie de guerre. Ils doivent travailler là avec la crainte constante de nouveaux actes de répression contre eux et contre les leurs.

Il n'y aura pas d'élections de délégués du personnel dans les entreprises autrichiennes

(I.T.F.) Les Nazis n'ont pas le courage d'organiser dans les entreprises autrichiennes des élections des délégués du personnel. Ils savent de quel-

le manière les 99,73% de votes favorables ont été obtenus lors du "referendum" du 10 avril et ils craignent que des élections dans les entreprises pourraient se transformer en des démonstrations de protestation des personnels, contre la réaction sociale nazie, contre le houspillage contre la réduction des salaires et la hausse du coût de la vie. C'est pourquoi le parti nazi a procédé tout simplement à la désignation de représentants ouvriers dans les entreprises autrichiennes.

En régime nazi les intérêts des ouvriers ne sont plus représentés.

(I.T.F.) Le service de presse autrichien du Front allemand du Travail déclare (le 1er juillet dernier) aux

ouvriers autrichiens qu'en régime nazi les intérêts des ouvriers ne sont plus représentés. Ni le chef d'entreprise nazi ni le "conseil de confiance" ne s'en chargent. L'organe nazi écrit: "Aux termes de l'ordonnance collective, le chef d'entreprise est assisté du chef de cellules d'entreprise. Sa tâche n'a pas, ainsi qu'on le suppose souvent, un caractère social mais bien plutôt un caractère purement politique. Il est le chef politique de l'entreprise (c'est-à-dire l'homme de confiance de la Gestapo) lorsque l'employeur n'est pas, comme c'est le cas le plus souvent, membre du parti nazi. Vis-à-vis du chef d'entreprise il n'est surtout pas le représentant des salariés..... Quant au conseil de confiance, les opinions les plus confuses existent à son égard parmi les citoyens. Le conseil de confiance n'a absolument rien à voir avec les anciens hommes de confiance socialistes (le journal veut dire syndicalistes) qui étaient des représentants du personnel au vrai sens de ce mot. Le conseil de confiance ne représente pas les intérêts du personnel." (Volksstimme, organe nazi paraissant à Linz, N° du 1er juillet.)

Cette déclaration ne laisse place à aucune équivoque. Afin de parer à toute éventualité, le Commissaire au travail viennois a, le 14 juillet, dans un discours radiodiffusé, menacé les Nazis nommés "hommes de confiance" qui rêvent encore du "socialisme" national: "Je veillerai constamment à ce que particulièrement les hommes de confiance choisis parmi le personnel ne fassent pas d'infraction à la paix sociale. Par conséquent, j'interviendrai sans aucun égard contre tous perturbateurs de la paix!" (Neues Wiener Tagblatt, 17 juillet)

Aucun homme de confiance nazi ne peut donc vis-à-vis d'un employeur défendre les intérêts des salariés. S'il le fait tout de même il est "sans aucun égard" envoyé au camp de concentration. C'est là une chose qu'on sait en Allemagne, elle est communiquée d'une manière expresse aux Nazis autrichiens à qui, jusqu'à l'entrée des troupes allemandes, on a toujours parlé du "socialisme" nazi.

Travaux forcés en Allemagne et en Autriche.

(I.T.F.) Le 1er juillet la nouvelle loi sur le service obligatoire (Voir le N° précédent) est entrée en vigueur. Le jour même, les premiers ouvriers ont été appelés à faire du travail en vertu de cette loi.

Dans le sud et le sud-ouest de l'Allemagne ainsi qu'en Prusse orientale des ouvriers industriels et des mineurs invalides, en Autriche des chômeurs ont été appelés à travailler aux travaux de fortification des frontières. Des chauffeurs d'auto-camions ont été appelés pour faire le transport des "forçats". Dans tout le Reich des ouvriers spécialisés ont été transférés de leur emploi, dans des entreprises métallurgiques et entreprises de bâtiment chargées de l'exécution de commandes urgentes pour le réarmement.

En Autriche les autorités ont agi avec une rigueur particulière

en ce qui concerne les travaux de la moisson. "Le Statthalter a décrété avec effet immédiat que des sans-travail des deux sexes peuvent être appelés à faire des travaux des champs pour toute la durée de la moisson de cette année... Les personnes ainsi embauchées n'auront, si l'employeur n'est pas d'accord pour les laisser partir, le droit de quitter leur emploi qu'avec l'autorisation du Bureau de placement."

Même en cas d'accord avec l'employeur, une rupture du contrat de louage de services avant la fin de la période de placement (qui coïncidera en général avec la durée des travaux de la moisson) n'est possible qu'avec l'approbation du Bureau de placement. Les infractions au service obligatoire de la part des chômeurs appelés à faire des travaux agricoles, peuvent entraîner des punitions administratives de même qu'une suppression passagère de l'allocation de chômage. (Neues Wiener Tagblatt, 15 juillet.) Il n'est comme on voit, plus du tout question d'épargner ceux qui ont charge de famille.

Dans les ordonnances sur le travail forcé publiées jusqu'ici on avait évité de formuler des sanctions. Cette nouvelle ordonnance autrichienne comble la lacune; elle menace les recalcitrants de la prison et de la faim. L'arrestation et le camp de concentration sont considérés en Allemagne nazie comme des punitions administratives qui peuvent être infligées par les autorités sans le jugement d'un tribunal. En Allemagne, tout le monde le sait. On prend la peine d'en informer encore expressément les ouvriers autrichiens. La durée pendant laquelle l'allocation de chômage était supprimée en cas de refus d'accepter un emploi ou en cas de rupture illicite du contrat de louage, était jusqu'ici en Allemagne de 6 semaines. Il paraît que des délais plus longs sont maintenant prévus pour les ouvriers appelés à faire du travail obligatoire qui refusent de se soumettre à cette contrainte.

Méthodes nazies (I.T.F.) "Les ouvriers agricoles qui quittent sans motifs sérieux leurs occupations aux travaux des champs seront écroués sans aucun égard" ainsi déclara le chef régional nazi pour la Basse-Autriche (dans un discours fait le 10 juillet à Enns sur le Danube, suivant une notice parue dans le journal nazi de Linz.).

L'armée allemande est (I.T.F.) Un groupe assez important de soldats insuffisamment nourrie allemands parmi lesquels un aspirant officier, se refugia le 5 juillet en Tchécoslovaquie. Les soldats déclarèrent qu'une mutinerie avait éclaté sur le champ de manoeuvres de Grafenwöhr en Bavière en raison de la nourriture insuffisante et de mauvaise qualité. Par crainte des punitions il s'étaient enfuis et quelques-uns qui n'avaient pas réussi à se mettre en sûreté au-delà de la frontière, se seraient suicidés.

Il paraît que les rations de pain des soldats étaient tout à fait insuffisantes. La viande était rare; la plupart du temps on donnait du poisson et encore les rations de poisson étaient-elles trop petites.

Les diplomates habitant Berlin (I.T.F.) Des diplomates étrangers achètent des vivres à Varsovie établis à Berlin font venir tous les jours de Varsovie des oeufs, du beurre du fromage etc. ("Manchester Guardian" du 8 juillet.)

Pénurie de logements (I.T.F.) "Il est incontestable que dans les grands en Allemagne centres allemands, notamment à Berlin, il existe une pénurie de logements accentuée qui rappelle les plus "beaux moments" de l'après-guerre" ainsi écrit "Das Schwarze Korps" le journal hebdomadaire du chef de la police allemande Himmler (N° du 14 juillet). Les loyers augmentent en Allemagne. "Il est vrai que le prix du loyer ne peut pas être augmenté, attendu que c'est défendu <sup>et que</sup> système du "pas de porte" est également interdit. Mais le système de reprise d'un logement existe, c'est-à-dire que le propriétaire ou le locataire d'un logement a le droit (soi-disant) de <sup>se</sup> <sup>faire</sup> <sup>donner</sup> l'habitation que si en même temps on lui reprend le mobilier. Quelle espèce de mobilier et à quels prix!... tout cela n'est au fond qu'une manière camouflée d'exiger un pas de porte, car presque toujours la valeur des meubles n'a aucun rapport avec le prix qui en est exigé."

Incurie dans l'enseignement <sup>près</sup> / Les enfants des ouvriers du bâtiment qu'on des Hermann Goring-Werke oblige à travailler dans le nouveau centre de l'industrie de guerre allemande, les Hermann Göring-Werke dans le Salzgittergebiet près de Brunswick, sont en-



tassés dans des classes archi-pleines. Le maire de la localité de Salzgitte a déclaré que le nombre d'habitants de Salzgitte qui en automne était encore de 2.800 a passé à présent, à la suite de l'affluence de main d'oeuvre à bien plus de 10.000, de sorte que dans la localité le nombre des habitants aurait en un an plus que triplé. Dans les trois écoles élémentaires il y avait déjà actuellement trois à quatre enfants dans des bancs prévus pour deux et l'enseignement s'alternait le matin et l'après-midi. Avec cela, les nouvelles inscriptions continuaient à affluer (Kölnische Zeitung du 21 mai.)

Dans d'autres localités de la nouvelle région industrielle d'Allemagne centrale les enfants des ouvriers sont négligés d'une manière analogue. L'administration nazie qui gaspille l'argent à pleines mains lorsqu'il s'agit de fastueux immeubles, ou de somptueux festins, ne paraît pas avoir de quoi construire des écoles.

Palais à la place de logements ouvriers. (I.T.F.) Le premier ministre de l'Etat de Turinge (Allemagne centrale) écrit:

"Ces derniers temps j'ai dû faire dans une mesure croissante la constatation regrettable que bien des entrepreneurs en bâtiment ne participent plus ou de manière insuffisante aux adjudications des sociétés de construction de logements ou de cités-jardins attendu qu'ils préfèrent gagner l'argent sans aucune peine (!) dans la construction de grands immeubles (des pouvoirs publics et organisations nazies - Red.). J'ai rencontré des cas d'employeurs qui, sans motif ont retiré la main-d'oeuvre de la construction de logements et de cités-jardins pour l'affecter à celle de grands immeubles officiels!" (Kölnische Zeitung", N° du 12 mai). "Der Baukurier" un organe patronal se défend en disant que ce sont les autorités et non pas les entrepreneurs qui resserrent la construction de logements ouvriers.

Les fonctionnaires allemands réclament des augmentations. (I.T.F.) Pendant les années de crise 1930 à 1932, les appointements des fonctionnaires ont été en Allemagne diminués jusqu'à

23%. Les retenues pratiquées devaient automatiquement prendre fin en 1934; à partir de cette année les appointements d'avant la crise seraient de nouveau payés. Les Nazis toutefois ont prolongé la validité des retenues; malgré la baisse sensible du pouvoir d'achat du mark, ils continuent à payer aux fonctionnaires les salaires réduits. La police empêche généralement les protestations ouvertes contre cette politique de salaires. Néanmoins, une courageuse protestation s'est à présent faite entendre. Cette protestation n'emané pas, il va sans dire, de l'Association des fonctionnaires allemands, une organisation qui contraint tous les fonctionnaires à payer mensuellement une cotisation pour financer la propagande nazie parmi les fonctionnaires et qui, à part cela, se soucie fort peu de leur sort. C'est un professeur en retraite de l'Université de Heidelberg qui a eu le courage de cette protestation et un des principaux périodiques scientifiques allemands, les "Jahrbücher für Nationalökonomie und Statistik" (Annales de l'Economie nationale et des Statistiques) la publie dans son numéro de mai: "La réduction des appointements n'a pas été introduite comme une mesure définitive, mais comme une mesure passagère inhérente à la politique de crise. Après la prolongation sous le régime actuel du chancelier Hitler, du délai primitivement fixé, on a repris, il est vrai, cet héritage de la période d'avant 1933, mais avec l'indication expresse que ce serait "jusqu'à nouvel ordre". Les Nazis toutefois, malgré leur promesse formelle qu'il serait mis fin aux retenues ont transformé une mesure d'urgence dont le délai d'application était limité en une réglementation définitive." A l'heure qu'il est, après l'expiration du délai d'abord prévu, le total des réductions pratiquées s'élève pour les différents fonctionnaires à des montants allant de 19 à 23%. La réduction aurait depuis longtemps pu être supprimée. "Ces derniers temps il nous a officiellement été communiqué que les recettes du Reich accusent une amélioration surprenante. Les gouvernements d'autres Etats--le professeur n'ose pas dire: les gouvernements d'Etats démocratiques--ont dans de pareils cas tenu leurs promesses et aboli les réductions. Rappelons qu'en Grande-Bretagne l'abolition des réductions de traitements pratiquées en période de crise, a été faite en deux étapes aussitôt que les ressources publiques s'améliorèrent à la suite d'une situation économique plus favorable et cela avant l'augmentation des dépenses découlant du réarmement."

Une suppression des réductions pratiquées par les Nazis sur les appointements des fonctionnaires exigerait des sommes considérables. Le trésor public économise uniquement du fait de ces réductions 1 1/2

milliard de marks par an et lorsqu'on inclut les réductions des employés et ouvriers des services publics on arrive même à un total de 2,6 milliards. Ces milliards sont disponibles à présent pour d'autres buts en première ligne pour le rearmement. Seulement, ainsi proteste le professeur, il n'y a en Allemagne "guère un motif de faire supporter précisément par les fonctionnaires, les frais du réarmement qui profite à la communauté."

Selon le professeur une prompt modification de cette politique de salaires est "nécessaire si l'on veut éviter que les personnes au service des pouvoirs publics s'endettent pour sortir de leur état de détresse".

Vu la censure nazie, il est à peine possible de dire les choses d'une manière plus explicite. Aussi n'est-ce qu'à cause du fait que le périodique en question n'est lu que par un petit groupe de personnes qui s'intéressent aux questions économiques, et n'atteint pas la grande masse des fonctionnaires, que les Nazis n'ont pas confisqué cette protestation contre la réduction des appointements des fonctionnaires publics.

#### Travail excessif et salaires réduits dans les mines allemandes.

(I.T.F.) Deux notices qui nous viennent du paradis nazi: "Il est hors de doute que ci et là les forces des ouvriers du sous-sol sont mises à contribution à

l'excès!" ("Berliner Tageblatt" du 5 juin.)

"Il est encore ainsi à l'heure qu'il est, que le mineur est toujours puni en cas de rendement particulièrement élevé, du fait qu'on lui réduit dans ce cas son salaire afin de maintenir à tout prix -- c'est-à-dire de ne pas dépasser -- le salaire moyen contractuellement fixé.... A cela s'ajoute encore la question de savoir de quelle manière sont traités les mineurs..." ("Angriff" du 16 juillet). Il n'est pas étonnant "que dans aucune autre profession il y a une telle pénurie de main-d'œuvre jeune que précisément dans l'industrie des mines" ("Westf. Landeszeitung" 19 juillet).

#### Liquidation des coopératives allemandes.

(I.T.F.) Dans un discours devant des représentants du petit commerce le ministre allemand de l'Economie nationale, Funk, au-

trefois pendant de longues années rédacteur pour les questions économiques au "Berliner Börsenzeitung", a déclaré "que la question des coopératives serait de nouveau entamée par lui dans le but d'arriver à une liquidation de la Société d'achat en gros et des différentes coopératives de consommation, attendu que ces organes, étant des entreprises collectives de consommateurs, ne répondent pas aux principes de l'économie nationale-socialiste" ("Frankfurter Zeitung" N° du 25 mai). Le ministre n'a pas parlé de la lutte contre les grands magasins et entreprises à filiales multiples, bien que le programme nazi promis "afin de sauver les classes moyennes, la mise en régie municipale des grands magasins", et qu'il ne fasse aucune mention des coopératives de consommation.

Cette nouvelle attaque contre les coopératives allemandes n'est pas inattendue. Il faut bien que les Nazis fassent une concession quelque au petit commerce. Un grand mécontentement en effet règne parmi les classes en question. Les petits commerçants ont vu baisser leurs recettes attendu que le Commissaire aux prix a réduit la marge des bénéfices et que non seulement les impôts ont été augmentés, mais sont aussi encaissés avec bien plus de rigueur qu'autrefois. Les bouchers et commerces de graisses alimentaires souffrent de la pénurie de viande et de graisses. La ruine des boutiquiers juifs et "non-aryens" n'a pas contribué à améliorer la situation des classes moyennes. C'est pourquoi les petits commerçants insistent pour que les anciennes promesses des Nazis soient tenues. La dictature nazie toutefois, protège les grands magasins. Les banques en effet ont de grands intérêts dans ces consortiums et attaquer les grands magasins, signifie par conséquent compromettre les intérêts bancaires. Les principaux consortiums et grands magasins ont pu augmenter leurs dividendes; le "Westdeutscher Kaufhof" de 0 à 5 1/2% en 1937, le "Karlstadt" de 4 1/2% en 1936 à 5 1/2% en 1937. Les coopératives doivent être sacrifiées pour protéger les dividendes des grands magasins!

A l'assemblée des coopératives allemandes de consommation, tenue à Görlitz fin juin, aucune protestation ne s'est fait entendre contre les desseins du ministre nazi.

La liquidation des 1.085 coopératives encore en existence ne sera pas une chose facile attendu que l'état-major économique du ministère de la Guerre estime que l'appareil de distribution des coopératives de consommation est d'un intérêt vital en temps de guerre.

Le coût de la vie (I.T.F.) Vu que les Nazis empêchent l'importation de denrées alimentaires en quantités suffisantes pour satisfaire aux besoins des consommateurs, il y a en Allemagne depuis des années déjà, disette des principaux vivres. Or, les commerçants gardent souvent pour la clientèle aisée les articles qui se font rares. Les prix maxima arrêtés par les autorités pour apaiser les masses ne sont pas observés; on bien on demande ouvertement un prix plus élevé ou bien on exige des clients qui demandent des articles dont il y a pénurie, qu'ils achètent en même temps d'autres marchandises plus coûteuses ou qu'ils paient pour des articles gâtés.

Lorsque par exemple, il y a disette d'oeufs, les commerçants exigent qu'on paie en même temps que des oeufs frais, des oeufs gâtés; lorsque la viande de porc manque, le client qui achète cette viande doit en même temps acheter des saucissons de qualités chères qui permettent un bénéfice relativement élevé. Quand il y a pénurie de légumes--en ce moment les oignons sont en Allemagne une chose rare-- on ne les vend qu'ensemble avec des fruits chers ou bien le client doit payer de la marchandise détériorée. Les articles rendus ainsi plus chers sont inadmissibles pour la grande masse et ils restent réservés aux "citoyens" qui ont de quoi payer.

Déplacement de (I.T.F.) L'absorption du chômage en Autriche par les industries de guerre et les travaux de fortifications va bien plus lentement que les Nazis ne l'avaient escompté. Le nombre des personnes occupées n'y a, dans les quatre premiers mois après la conquête par l'Allemagne, augmenté que de 60.000 à 70.000, ainsi que le communique l'Office national du placement ("Neues Wiener Tagblatt" du 8 juin--des données ultérieures ne sont pas encore disponibles). De février à juin 1937 le nombre des personnes occupées avait cependant accusé une augmentation saisonnière de 145.000! Les industries de guerre et les travaux de fortification n'ont pas pu jusqu'ici contrebalancer la ruine d'entières branches industrielles, notamment de celle des exportations. Quelque 35.000 chômeurs autrichiens ont été transférés en Allemagne et plusieurs autres milliers d'Autrichiens ont été appelés sous les drapeaux ou au service du travail. Les Nazis autrichiens en chômage s'étaient toutefois attendus à un travail complètement rétribué dans leur propre pays.

La lenteur de la reprise a par conséquent créé du désappointement dans les milieux des Nazis autrichiens. Les Nazis n'ont en effet même pas tous trouvé du travail; sur les 8.000 chômeurs de la "légion autrichienne", les miliciens de la S.A. qui s'étaient réfugiés en Allemagne, 7.000 étaient encore sans travail en juillet. ("Neues Wiener Tagblatt", 15 juillet).

Afin de créer enfin rapidement des possibilités d'emploi, les autorités nazies ont décrété fin juin que tous les ouvriers et employés d'origine juive ou non-aryenne ou ayant épousé une femme juive ou non-aryenne étaient à congédier dans tous les entreprises, que le propriétaire en soit aryen ou juif. Les invalides de guerre juifs devaient même être renvoyés.

D'après une constatation du correspondant du "Neue Zürcher Zeitung", toujours bien informé, il a été donné suite à cet ordre des Nazis d'une manière "presque générale". Près de 70.000 employés et ouvriers ont été jetés sur le pavé.

Monsieur le Commissaire se la (I.T.F.) Après la conquête de l'Autriche coule douce. des gens d'affaires nazis se sont fait placer comme commissaires dans de nombreuses entreprises autrichiennes. Dans les petits établissements et commerces de détail, le Commissaire nazi touchait généralement pour une courte visite quotidienne à l'entreprise des emoluments de 12 schillings. Vu que la plupart des commissaires avaient pris sous leur protection plusieurs petites entreprises, ils réalisaient sans se fatiguer le moins du monde, un joli revenu. Avec cela plus d'un de ces Commissaires n'a pas toujours--ainsi que l'a publiquement avoué le représentant d'Hitler, Bürckel, (dans un discours fait à Graz le 1er juillet) - scrupuleusement observé la différence entre "le mien et le tien". Dans les grandes entreprises les Commissaires nazis se sont fait payer des honoraires fantastiques. Le 2 juillet les autorités ont dû abaisser ces honoraires à 1.000 Marks par mois ("Volksstimme" de Linz, N° du 3 juillet).

Quels ont bien dû être précédemment ces honoraires?

LES OUVRIERS DES TRANSPORTS SOUS LE FASCISME.

Les conditions de travail dans la batellerie allemande.

(I.T.F.) Sur le papier, l'Etat "autoritaire" nazi protège les conditions de travail des travailleurs de la navigation intérieure. Pratiquement toutefois, les sociétés font à peu près tout ce qu'elles veulent. Dans la navigation rhénane le Commissaire du travail, chargé de surveiller les salaires, a dû constater "à plusieurs reprises des violations des dispositions qui prévoient un repos de nuit de 10 heures au minimum" ("Angriff", 17 mai 1938). Dans les bassins de l'Elbe, de l'Oder et des canaux de la Marche, les tarifs des salaires ne sont pas respectés, ainsi que doit le reconnaître le Front allemand du travail dans "Arbeit und Staat", son organe de propagande parmi les bateliers (No de juillet). Dans la navigation sur l'Oder il serait fréquent que des chauffeurs soient tout simplement qualifiés de "apprentis-chauffeurs" et payés en conséquence, c'est-à-dire, dans le cas le plus favorable, 20,30 marks par semaine au lieu des 30,50 marks auxquels ils auraient droit. La rétribution des mousses laisserait aussi à désirer.

Comment les choses se passent à bord d'un bâtiment nazi.

(I.T.F.) Le S.S. "Jupiter" est commandé par le capitaine Binger qui a fait de son bateau un bâtiment nazi par excellence. Lors d'un voyage de Rotterdam à Königsberg, un des chauffeurs tomba malade. Il demanda qu'on fasse venir un médecin, mais le capitaine désirait l'emmener à Königsberg comme il était. Le chauffeur insista. Enfin on fit venir un médecin hollandais qui ordonna que le malade devait immédiatement être transféré à l'hôpital. Le capitaine nazi tâcha encore de convaincre le médecin que le chauffeur malade pourrait bien faire le voyage jusqu'à Königsberg. Le médecin déclina toute responsabilité. Le "Jupiter" devait donc retourner à Rotterdam et faire le voyage jusqu'à là avec un seul chauffeur. Le capitaine Binger étant connu partout pour son attitude "super-nazie" ne trouva à Rotterdam aucun marin prêt à s'arôler comme deuxième chauffeur. Il décida alors de demander au reste de l'équipage qui était disposé à se charger du travail du chauffeur. Personne ne s'étant présenté, il fit venir les hommes sur le pont et, revolver au poing, interrogea chacun séparément si oui ou non, il était prêt à faire le travail. Indignation parmi l'équipage! Chacun refusa disant qu'il ne connaissait rien au travail d'un chauffeur. Pour finir il y eut cependant un peureux qui capitula devant les menaces. Le voyage ne fut pas pour lui une partie de plaisir; mais pour les autres pas non plus, vu qu'il y avait un homme de moins sur le pont et que les bordées s'en trouvèrent prolongées.

Ce capitaine a toujours des difficultés pour enrôler des hommes. C'est pourquoi il use des méthodes les plus basses contre ceux qui dénoncent leur engagement.

Un matelot par exemple, avait selon les règles, résilié son contrat d'engagement. Le capitaine refuse de lui remettre ses papiers et lui reproche de "saboter le travail national". Notre homme se présente au bureau d'enrôlement, expose son cas et réclame ses papiers. On l'envoie à l'Office de l'inscription maritime où il apprend que le capitaine a porté plainte contre lui pour "sabotage du travail national" et que son livret a été remis à la police. De la police, on le défère au tribunal. Le matelot avait encore droit à 14 marks de solde; on les lui confisque; il proteste. Le tribunal toutefois n'accepta pas son argumentation qu'il avait normalement résilié son emploi. L'Office de l'inscription maritime aurait déclaré en effet qu'il avait déserté. Jugement: 75 marks d'amende, à payer en trois fois, ou 25 jours de prison. On l'avertit que tout appel contre cette sentence serait inutile.

La situation dans le port de Stettin.

(I.T.F.) Dans le port de Stettin, même les ouvriers permanents ne travaillent que pendant quelques jours par semaine. Très peu de chargements; s'il n'y avait pas l'arrivée de marchandises de transbordement, le port serait depuis longtemps complètement mort. Les marchandises à transborder ne sont pas non plus très nombreuses. La plupart des bâtiments qui partent n'ont que peu de cargaison.

Les dockers de Stettin disent avec ironie: "Sous Hitler nous allons au devant d'un merveilleux avenir; bientôt déjà, nous n'aurons plus besoin de travailler....."